

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 10/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROFIALIS

298 Grande Voie
fusion CLERVAL et SANTOCHE : PAYS DE CLERVAL
25340 Pays-De-Clerval

Références : UID257090/SPR/AB/2024-0909A
Code AIOT : 0005900191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement PROFIALIS implanté 298 GRANDE VOIE 25340 Pays-de-Clerval. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et de l'action nationale de prévention des pertes de granulés de plastique industriel (GPI). Les référentiels utilisés sont :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/04/2010
- l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées- l'article L. 541-15-11 du code de l'environnement
- les articles D.541-360 à D.541-364 du code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROFIALIS
- 298 GRANDE VOIE 25340 Pays-de-Clerval
- Code AIOT : 0005900191
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Profialis emploie 230 personnes. Le site est spécialisé dans la production par extrusion de profilés PVC rigides essentiellement pour le bâtiment (menuiseries). En 2023, 10000 tonnes de PVC ont été transformées. 40 à 50 tonnes de matières plastiques ont été traitées chaque jour pour un volume d'activité autorisé de 133 t/j.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 3 | Traitement des fumées | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Audits des procédures par un organisme accrédité | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Canalisation des émissions | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | Sans objet |
| 2 | Traitement des fumées | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18 | Sans objet |
| 4 | Emissions diffuses | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | Sans objet |
| 5 | Surveillance des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | Sans objet |
| 6 | Concentration dans les rejets atmosphérique sFlux de polluants rejetés | Arrêté Préfectoral du 12/04/2010, article 3.2.4 et 3.2.5 | Sans objet |
| 7 | Typologie des sites industriels | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11 | Sans objet |
| 9 | Equipements de prévention | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| | de rejets canalisés de granulés de plastiques | | |
| 10 | Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence :

- l'absence de consignes mises en place en cas de défaillance du système de traitement des fumées ;
- la non publication sur internet des résultats de l'audit dans le cadre de la prévention des pertes de GPI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions |
| Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. |
| Constats : L'exploitant a présenté un plan d'identification des points de captage des rejets atmosphériques pour les différents process. La cohérence avec la liste des points de rejet figurant dans l'APA a été vérifiée: <ul style="list-style-type: none"> - point de rejet n°1 : centrale de dépoussiérage « zone micro-ingrédients » (zone de dosage) qui correspond au conduit n°1 dans l'APA - points de rejets n°2 : centrale de dépoussiérage «zone mélangeurs » qui correspond au conduit n°2 dans l'APA - point de rejets n°4 : centrale de dépoussiérage « zone dosage » qui correspond au conduit n°4 dans l'APA - points de rejets n° 5, 6 et 7 : silos de stockage extérieurs qui correspondent aux conduits n° 5, 6, 7 dans l'APA de 2010 - point de rejet n°11 : centrale d'aspiration filmage qui correspond au conduit n°11 (cintrage à l'huile). Cette modification, consécutive au transfert de l'activité de filmage sur le site de Clerval, a fait l'objet d'un porter à connaissance transmis en juin 2012. Elle a été actée par lettre préfectorale en date du 29 avril 2013 dans l'APA de 2010 - point de rejet n°12 : chaufferie gaz correspond au conduit n°12 dans l'APA |

| |
|--|
| Un contrôle par sondage sur le terrain a permis de s'assurer du captage et de la canalisation des émissions pour les installations de préparation matière : micro-ingrédients , dosages et mélangeurs. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Traitement des fumées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sous forme d'un tableau le rapport annuel de contrôle des systèmes de filtration effectués par la société STH INDUSTRIE en 2024. Ce tableau contient la liste de tous les équipements (avec ou sans rejet dans l'atmosphère), les procédés d'abattements (type, taille et nombre)</p> <p>Sont contrôlés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la perte de charge qui conditionne le remplacement des filtres - l'état des caissons air propre, la présence de poudre est le signe d'un filtre percé - le système de décolmatage. <p>Le rapport de 2024 fait notamment apparaître le besoin de remplacement des poches filtrantes pour la centrale de dépoussiérage correspondant au conduit n°1. Cette opération est prévue au mois d'août pendant l'arrêt de la production. Les cartouches filtrantes équipant les systèmes de traitement pour les silos de stockage sont quant à elles remplacées systématiquement chaque année au mois d'août pour des raisons de logistique.</p> <p>En ce qui concerne les paramètres ou indicateurs permettant de s'assurer du bon fonctionnement des installations de traitement, l'exploitant indique que les seuls repères sont les valeurs des rejets atmosphériques mesurées annuellement avec notamment l'évolution des poussières, ainsi que le contrôle de la présence de poudre dans la partie air propre réalisé par la société STH INDUSTRIE à l'occasion de l'entretien réalisé annuellement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant ajoute que le mauvais fonctionnement de l'aspiration et par conséquent de l'amenée de matières constituent un bon indicateur en temps réel de l'état des système de traitement car ils est lié à un problème de filtres colmatés ou percés.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Traitement des fumées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne tient pas de registre des durées d'indisponibilité des équipements de traitement des rejets.</p> <p>L'exploitant indique que ces données sont « récupérables » à partir du tableau général de suivi des interventions de maintenance présenté au cours de la visite d'inspection et qu'il ne reste qu'à les formaliser. Il a, à ce titre, établi et transmis post inspection, un registre des durées d'indisponibilité pour l'année en cours sur la base du tableau de suivi de maintenance. Le registre contient la date des incidents, leur cause et les solutions apportées pour remédier aux incidents. Il n'est donc pas proposé de suite sur ce point particulier.</p> <p>Il n'y a pas de consigne spécifique pour la conduite à tenir en cas de défaillance des systèmes de traitement. Les opérateurs ont pour instruction de faire appel au service maintenance dès que se présente un problème. Par ailleurs, l'exploitant précise que lorsqu'une centrale est en panne la production doit s'arrêter car il n'y a plus d'aspiration s'arrête ce qui interrompt le transfert de matière vers les lignes de production.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir des procédures pour expliquer la conduite à tenir en cas de défaillance du système de traitement des fumées (notamment la réduction ou l'arrêt des fabrications)</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 4 : Emissions diffuses

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant</p> |

| |
|--|
| <p>de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à des installations de dépoussiérage. L'inspection a procédé au contrôle des dispositifs de recueil de poussières équipant les système de dépoussiérage. Ces points n'appellent pas d'observation.</p> <p>Au niveau du broyeur, la récupération des fines (faiblement pulvérulentes) se fait au moyen d'un conteneur placé à l'aplomb de la conduite d'évacuation. Ce dispositif pourrait facilement être amélioré par la mise en place d'un couvercle doté d'un opercule adapté à la dimension de la conduite.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Surveillance des rejets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La mesure des rejets atmosphériques est effectuée par MAPE groupe basé à Lievin. Ce laboratoire apparaît dans la liste des laboratoires ou des organismes agréés, fixée par l'arrêté ministériel du 7 décembre 2023, dernier arrêté en vigueur. Il est agréé pour les agréments 1a-2-3a-4a-5a-6a-7-9a-10a-11-12-13-14-15-16a jusqu'au 31/12/2025.</p> <p>Les durées de mesurages sont conformes aux modalités de l'arrêté du 11 mars 2010 modifié : - concentration particulaire (poussières, HF, métaux...) durée des prélèvements au moins 1h- concentration gazeuse : durée des prélèvements au moins 30 minutes</p> <p>Le nombre de mesurage peut être limité à un lorsque la concentration attendue est $\leq 20\%$ de la VLE (sur la base des résultats fournis dans le rapport de contrôles réglementaires précédent). Les rapports 2022 et 2023 comportent la référence des rapports de contrôles réglementaires précédents permettant de justifier que la concentration attendue est $< 20\%$ de la VLE pour limiter à un le nombre de mesurage.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Concentration dans les rejets atmosphériques Flux de polluants rejetés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2010, article 3.2.4 et 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets |
| Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : [...] |
| Constats : L'exploitant a présenté les rapports relatifs aux mesures réalisées en mars 2022 et avril 2023. En ce qui concerne l'année en cours, les mesures ont été effectuées par MAPE du 11 au 13 mars. L'exploitant transmettra le rapport de mesure à l'inspection dès sa réception. La consultations du rapport de mesure de 2022 montre une non conformité au niveau du conduit n°1 (zone dosage ingrédient) pour le flux massique d'oxyde de chrome VI mesuré à 0,028g/h pour une VLE de 0,017. Il n'y a pas de dépassement constaté en 2023. Interrogé sur ce dépassement, l'exploitant indique qu'il a procédé à une vérification des composants matières auprès de ses fournisseurs. Il a présenté le rapport de la contre mesure réalisée le 06/09/2022 et montrant le retour à des valeurs conformes. Le rapport de mesure des rejets atmosphériques des chaudières 1 et 2 fait apparaître des concentrations en NO2 de 168 et 189 mg NO2 / m ³ pour 2022 et de 170 et 189 mg NO2 / m ³ pour 2023. Ces valeurs sont conformes aux VLE de 200 mg/Nm ³ fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. A noter que l'AM du 03/03/2018 relatif aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 est plus contraignant excepté pour les installations de combustion déclarées avant le 1er janvier 1998 (Nox : 225 mg/m ³). Ce qui est, à priori, le cas de l'exploitant : les chaudières datent de 1990 et 1991 et sont en service depuis le début de l'exploitation du site en 1991. L'exploitant ne dispose pas de récépissé de déclaration pour les 2 chaudières (rubrique 153 bis). Toutefois un récépissé de déclaration datant du 25/07/1990 pour la rubrique 211-B1 concernant l'installation d'un dépôt aérien de gaz combustible liquéfié de 52 m ³ (propane) pour alimenter 2 chaudières de chauffage va dans ce sens. En ce qui concerne les conditions de fonctionnement des installations pendant le contrôle, les rapports indiquent qu'il n'y avait pas de dépotage pour les conduits n° 5, 6 et 7 en 2023. Pour 2022, il y avait dépotage pour le silo n° 6. Les émissions ne peuvent avoir lieu que lors des opérations de remplissage. L'efficacité des filtres ne peut de ce fait pas être établie si le contrôle n'est pas réalisé au cours d'un dépotage. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin d'établir l'efficacité de son système de traitement au niveau des silos, il est demandé à l'exploitant de réaliser les prochaines mesures lors des opérations de remplissage d'à minima un des silos et de s'organiser pour alterner les années suivantes. (pour tenir compte des difficultés logistiques que cela engendre). |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Typologie des sites industriels

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La quantité de granulés de plastiques industriels (GPI) susceptible d'être présent est de 244 tonnes pour la poudre stockée au niveau des silos et de 60 tonnes pour le PVC broyé. Les granulés utilisés sont de couleurs blanche, leur dimension est comprise entre 0,06 mm (poudre) et 5 mm (broyat).</p> <p>De ce fait, les dispositions de l'article L.541-15-11 du code de l'environnement, introduit par l'article 83 de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020, sont applicables au site de Pays de Clerval qui a la capacité de transformer 10 tonnes de GPI par jour. Les sites de production de granulés de plastiques, de manipulation ou d'utilisation, et de transport de granulés pour lesquels la quantité totale de GPI susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, doivent être dotés d'équipements et de procédures pour prévenir les pertes et fuites de GPI dans l'environnement.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Audits des procédures par un organisme accrédité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le</p> |

cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'audit sur la mise en œuvre des obligations prévues aux articles D.541-360 à D.541-364 a été réalisé par BUREAU VERITAS et a fait l'objet d'une attestation de conformité délivrée le 22/09/2023.

Le certificat de conformité et les résultats de l'audit n'ont été publiés sur le site internet de PROFIALIS.

C'est une non conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition du public sur son site internet une synthèse du rapport d'audit dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

Des mesures sont mises en place afin de prévenir le rejet canalisé de granulés de plastiques industriel dans l'environnement au cours des opérations de dépotage des camions citernes. Deux vannes automatiques pilotées par le magasinier à chaque remplissage des silos permettent d'isoler le réseau d'évacuation des eaux de pluies au niveau de l'allée centrale. De plus, des tapis étanche sont disposés sur les avaloirs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

Les zones où les GPI sont susceptibles d'être répandues accidentellement sont identifiées dans la procédure de protection de l'environnement en cas de déversement accidentel de matière PVC. mises en place. Le plan du site comprend une zone rouge correspondant à la zone de dépotage des silos avec le risque de déversement accidentel dans le réseau d'eau pluvial et des zones bleues correspondant à l'utilisation des big bag pour le recueil des poussières des centrales d'aspiration, l'entreposage des matières non conformes en attente de recyclage ainsi que le stockage des big bag vides en attente de recyclage.

Une procédure pour la réception des granulés de PVC en big bag ou en sacs vise à vérifier le bon état des emballages (sacs et big bag) lors de la livraison. Il n'y a pas de procédure spécifique pour

la vérification périodique des emballages utilisés pour le stockage et le transport des GPI. Toutefois, en ce qui concerne les big bag, une procédure prévoit leur inspection minutieuse avant chaque utilisation.

Le confinement et le ramassage des GPI répandus accidentellement sont visés dans plusieurs procédures qui décrivent notamment les moyens mis en œuvre et les actions à effectuer en cas de déversement.

En ce qui concerne l'entretien des équipements de confinements et de récupération des GPI, le système de fermeture automatique des vannes est testé à chaque dépotage au moyen des des témoins lumineux confirment la fermeture et d'une alarme se déclenchant en cas de fermeture prolongée au-delà de deux heures.

Le personnel a été formé sur les actions à mener lors d'un déversement accidentel de PVC et des consignes rappelant le mode opératoire sont affichées.

Un contrôle interne semestriel de ces procédures est effectué par le service maintenance.

L'exploitant a présenté les rapports correspondant aux contrôles effectués le 11/12/2023 et le 29/04/2024. Les contrôles visent notamment à vérifier les points suivants : identification des zones à risque, absence de déversement de matières sur les sols, présence des tapis de condamnation des bouches d'égouts, fonctionnement des vannes de confinement et des contrôle des niveaux des silos, présence des points de propreté et des moyens de nettoyage, présence des fiches de contrôle des big bag et de non-conformité, contrôle du plan de prévention avec les tiers pour les opération de dépotage et de réception.

Type de suites proposées : Sans suite